FLAMBEAU des démocrates

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS, D'INVESTIGATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITE

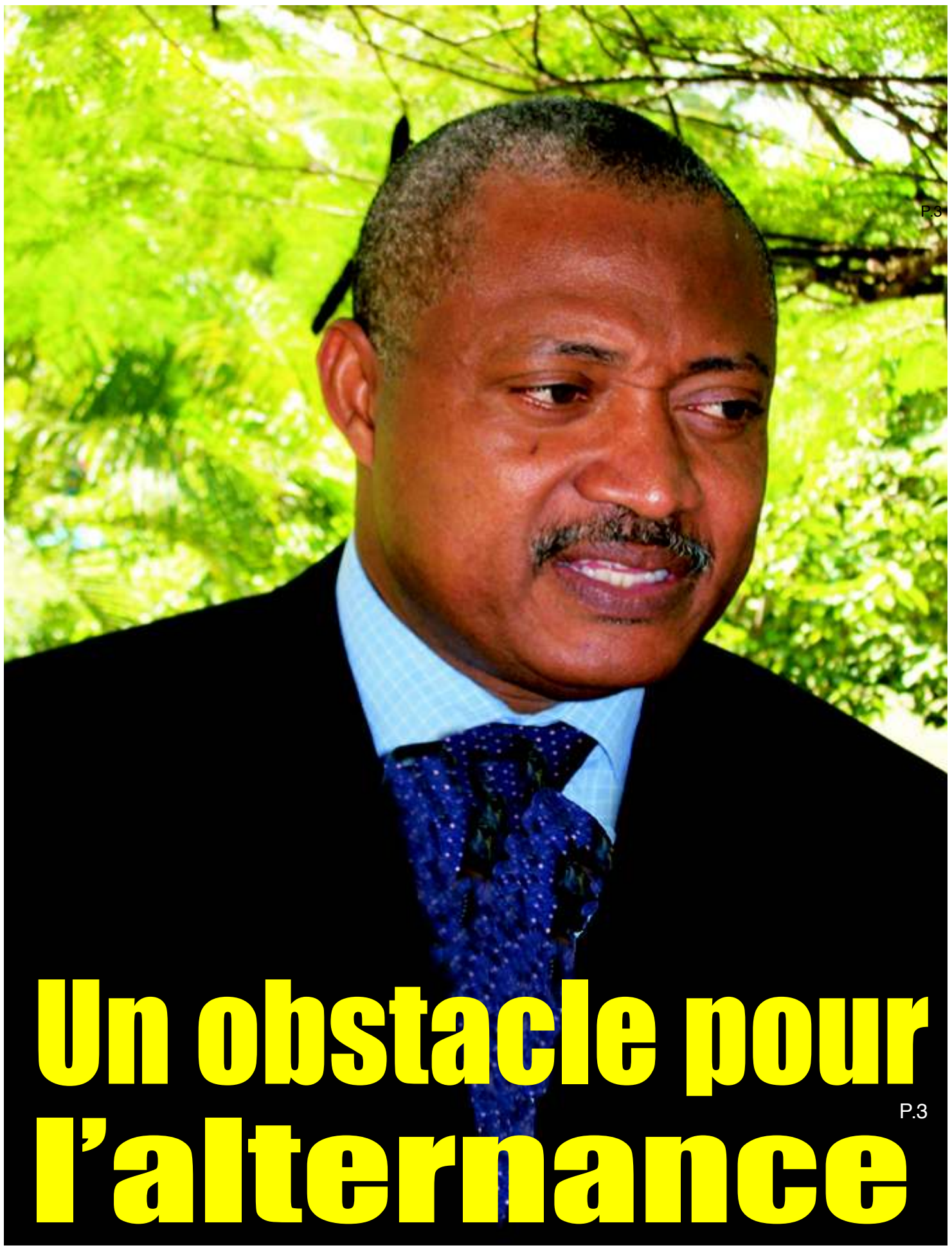
N°0331 du Jeudi 29 août 2013 PRIX : 250 F CFA

Prise de la pierre sacrée à Glidji

Le message de la pierre «décolorée» attendu ce matin

P.7

Politique togolaise/Jean-Pierre Fabre



P.3

Un obstacle pour l'alternance

P.3

Politique

Formation des groupes parlementaires à l'Assemblée nationale

Suspicion autour de l'entente UNIR et CST

Des députés au parlement

P.6

Médias

Rapport de l'OTM sur le Monitoring des médias lors des législatives

Savoir News et Flambeau des Démocrates, «les meilleurs en matière d'équité»

P.7

Développement à la Base/PSAEG

40 nouveaux groupements financés à hauteur de 50 millions frs cfa

Victoire Tomégah Dogbè remettant le chèque à un membre de groupement

Le Colonel Massina reversé à la Gendarmerie

La mise en œuvre des recommandations de Genève et du rapport de la CNDH enclenchée

P.3

- Faure GNASSINGBE nettoie les écuries

Faure Gnassingbe

Editorial

La nouvelle Assemblée nationale : synonyme d'un nouveau départ pour le Togo ?

Certes, l'ancienne Assemblée nationale étant renvoyée aux calendes grecques, et tout ceci aux termes des résultats émanant des législatives passées, il est tout à fait normal qu'une nouvelle fasse son apparition.

Ainsi, dans cette optique, la grande question qui demeure, est celle qui se pose de savoir, si la nouvelle Assemblée nationale est synonyme d'un nouveau départ pour le Togo démocratique en ébullition.

Et cette grande question vaut son pesant d'or puisqu'elle fera couler beaucoup d'encre et de salive, mais de façon toute gratuite. D'autre part, la nature humaine ayant horreur de la monotonie, alors bienvenue à la nouvelle Assemblée nationale sur la Terre de nos Aïeux !

En d'autres termes, à la manière dont l'œuvre intitulée *"Les Trois Etats"* d'Auguste Comte traduit la maturité de l'esprit humain, maturité difficilement acquise au terme d'une longue histoire, nous espérons quant à nous au Flambeau des Démocrates, que cette nouvelle Assemblée fera preuve d'une maturité exceptionnelle, en vue de remédier aux maux qui assaillent le Togo de toutes parts, et ceci dans le dessein d'un lendemain meilleur, dans un monde aux lendemains plus inquiétants que rassurants.

En effet, dans la séparation des pouvoirs en trois branches, à savoir en branche exécutive, législative et judiciaire prônée par Montesquieu dans son œuvre "L'esprit des Lois", une attention particulière doit être accordée au pouvoir législatif, puisque chargé du vote et de l'élaboration de la loi ; la loi, entendue comme la raison humaine en tant qu'elle gouverne tous les peuples de la terre, étant donné que nul n'est au-dessus d'elle, et que les libertés dépendent de son silence.

Aussi, nos honorables députés élus par le peuple, sont-ils dans l'obligation de prendre conscience de l'écrasante tâche dont ils se sont chargés eux-mêmes, dans un but purement philanthropique et humaniste, afin d'assurer des lendemains plus rassurants à notre Togo chéri, l'Or de l'Humanité.

Par ailleurs, la loi étant le grand recours des réformateurs, alors il saute clairement aux yeux que les réformes, aussi bien institutionnelles que constitutionnelles tant souhaitées au Togo, seront effectives cette fois-ci, en vue d'instaurer un nouveau climat de paix, de dialogue, de coexistence pacifique, de cohésion sociale et de prospérité sans bornes ; et c'est ce qui constitue la condition sine qua non de la survivance du Togo démocratique, à notre connaissance, sauf erreur de notre part.

De surcroit, nos députés à l'Assemblée doivent se préoccuper des exigences de la conscience, et Rabelais semble nous avertir en ces termes, je cite : « Science sans conscience, n'est que ruine de l'âme ».

Et rien de répréhensible à cela, car c'est une vérité à laquelle revient toute la prédominance eu égard à notre crise socio-politique, en ce sens que la science, aussi bien que le savoir, peuvent mener également au bien et au mal ; et ils mènent au mal pour peu que manque la direction morale ; et c'est la raison d'ailleurs pour laquelle, la société aussi bien que l'humanité exigent que le perfectionnement intellectuel aille de pair avec le perfectionnement moral.

En d'autres termes, une nouvelle ère présuppose une nouvelle vie ; ainsi l'ère démocratique impose une nouvelle vision de la réalité au peuple togolais tout entier, puisque la démocratie, par définition, c'est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Ainsi, un peuple qui aspire à se gouverner lui-même, doit s'armer du pouvoir que lui confère la connaissance, car le savoir gouvernera toujours l'ignorance, étant donné que le savoir c'est la lumière dans sa plénitude, tandis que l'ignorance c'est l'obscurité dans sa quasi-totalité.

Aussi, devons-nous nous convoquer chaque soir au tribunal de notre conscience !

Edgar K. Djissenou

Politique togolaise/Jean Pierre Fabre

Un obstacle pour l'alternance...

Lors d'un récent meeting à la plage, malgré la déception des partisans du changement suite à la défaite des forces démocratiques aux élections législatives, Jean Pierre Fabre s'est longuement réjoui du score obtenu par son parti, l'Alliance National du Changement faisant de ce dernier la première force de l'opposition. Fabre disait en substance avec joie que : « ***L'ANC est la grande sœur des autres formations politiques*** ». En effet, ce jour-là, le président de l'ANC a longuement chanté et remercié Dieu pour avoir permis à son parti de se classer premier au sein de l'opposition, alors même que celle-ci, dans son ensemble, a dénoncé les différentes manœuvres orchestrées par le régime RPT/UNIR pour s'attribuer une majorité de 62 députés grâce à seulement un suffrage de huit cent mille voix (800.000) correspondant à moins du tiers (1/3) des électeurs inscrits. Après cette euphorie insensée, le président de l'ANC s'est lancé dans une diatribe contre la coalition Arc-En-Ciel (AEC) qu'il accuse d'avoir entrainé le Collectif "Sauvons le Togo" (CST) à prendre part au scrutin.

L'attitude de monsieur Fabre a choqué plus d'un partisan du changement qui ont compris à travers ses propos qu'en réalité, l'objectif de l'ANC en prenant part aux élections était pour se classer premier au sein de l'opposition et non d'obtenir une majorité qui permettra aux forces démocratiques de gouverner autrement le pays afin d'une part, d'améliorer les conditions de vie des populations et d'autre part, d'opérer les réformes constitutionnelles et institutionnelles susceptibles de créer les conditions d'une alternance en 2015. Le sentiment de joie exprimé par les responsables de l'ANC a permis à posteriori aux uns et autres de comprendre que c'est parce que Fabre et ses acolytes ont considéré les législatives comme un simple moyen de classement des partis politiques qu'ils ont rejeté la proposition de la Coalition AEC de constituer une liste commune des forces démocratiques. Nombre d'observateurs pensent que l'attitude adoptée par Jean Pierre Fabre ruine définitivement l'espoir des partisans du changement de voir les forces d'opposition constituer un bloc solide face au régime en place. Et de plus en plus de personnes disent que Fabre tire

Jean-Pierre Fabre, Pdt de l'ANC

un profit du statut quo (l'absence de l'alternance) que l'on observe dans le pays depuis des années. Et comme pour donner raison à ses détracteurs, le leader de l'ANC ne cache pas son désir ardent d'endosser son nouveau statut incongru de "chef de l'opposition" avec tous les avantages que cela comporte. Il en bombe d'ailleurs le torse, alors même que son parti comme toute l'opposition rejette le contenu de la loi très ambiguë portant statut de l'opposition.

Pour permettre à nos lecteurs de pouvoir se faire leur propre opinion sur le personnage qui est Fabre, nous avons choisi de nous arrêter sur quelques dates repères de la politique togolaise en mettant en exergue le rôle joué par Jean Pierre Fabre ou du moins celui que les uns et les autres disent qu'il a joué. De là, chacun pourra, en toute conscience, dire si jusqu'ici Fabre a été un atout ou un obstacle pour la réalisation de l'alternance dans notre pays. D'ores et déjà, il est une évidence que l'attitude de monsieur Jean Pierre Fabre depuis 1990 jusqu'à maintenant n'a pas été de nature à favoriser l'union sacrée des forces démocratiques devant permettre de mettre fin au règne du Rassemblement du Peuple Togolais (RPT). Jean Pierre Fabre, hier à l'Union des Forces de Changement (UFC), aujourd'hui à l'ANC, a toujours adopté vis-à-vis des autres leaders de l'opposition et leurs partis politiques une attitude hégémoniste, rendant ainsi impossible toute union des forces démocratiques. Des observateurs avisés de la scène politique togolaise disent que c'est Fabre qui était à la base de l'attitude méprisante de l'UFC en son temps de gloire (avant sa scission) à l'égard des autres formations politiques d'opposition. Il est opportun de rappeler qu'en sa qualité de secrétaire général de l'UFC, c'est Fabre qui a longtemps incarné le parti sur le terrain pendant que pour des raisons d'insécurité, Gilchrist était contraint de vivre à l'étranger. Selon une source bien renseignée auprès de l'ANC, Fabre dit que les actes politiques qu'il pose lui sont inspirés par Dieu. C'est pour cela qu'il supporte très mal les contradictions. Pour Fabre, tous les autres leaders de l'opposition doivent s'aligner sans conditions derrière lui et son parti, parce qu'ils sont, selon lui, les plus forts. Il l'a d'ailleurs dit récemment à la plage.

Arrêt sur les actes posés par Jean-Pierre Fabre

Les Togolais se souviennent encore qu'en 1998, la communauté internationale à travers le président Jacques Chirac avait tenté de faire asseoir autour d'une même table, à Lomé, feu le président Eyadema et son principal adversaire, Gilchrist Olympio pour trouver une issue apaisée à l'élection présidentielle qui s'était tenue en juin. Le président français d'alors, Jacques Chirac avait fait le déplacement de la capitale togolaise. Mais en fin de compte, la rencontre entre les deux adversaires ennemis n'avait pas eu lieu. Il semble d'après des sources concordantes que c'est Fabre qui aurait dissuadé Gilchrist Olympio de revenir à Lomé sous le faux prétexte que des militaires l'attendaient à la frontière d'Aflao pour l'abattre. Nous disons faux prétexte, parce qu'il est impensable que pendant que Chirac était à Lomé, Eyadema tende un guet-apens à Gilchrist. Or selon les mêmes sources, la rencontre entre les deux ennemis jurés, si elle avait eu lieu, aurait permis de créer les conditions de l'alternance en 2003. Le président Eyadema redoutait l'arrivée de Gilchrist Olympio au pouvoir. Par conséquent, avant de quitter le pouvoir en 2003, comme le lui imposait la constitution, Gnassingbé Eyadema voulait que

Suite à la page 7

Le Colonel Massina reversé à la Gendarmerie.

La mise en œuvre des recommandations de Genève et du rapport de la CNDH enclenchée

. Faure GNASSINGBE nettoie les écuries

Tombée entre jeudi et vendredi derniers, la nouvelle de la démission du Col Massina Yotrofei du poste du DG de l'ANR, telle une traînée de poudre, a fait le tour du pays et suscite des spéculations.

Pour les uns, il s'agit d'une sanction disciplinaire infligée à cet Officier supérieur de l'armée togolaise impliqué dans le cas de tortures sur les détenus ayant séjourné à l'ANR dans le dossier Agba Bertin ou celui de la tentative d'attentat contre la sureté de l'Etat. Pour les autres, c'est plutôt une fausse sanction infligée au « tortionnaire » pour divertir l'opinion internationale des tristes réalités togolaises. Les tenants de cette position estiment qu'affecter un DG de l'ANR à la gendarmerie commune, comme c'est le cas du Colonel Massina, est trop doux pour une sanction. Pour croire à une véritable sanction, ils attendent la traduction de l'ex -homme de l'ANR devant les tribunaux.

A notre humble avis, la mesure, qui est à saluer, se situe dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de Genève et du rapport de la CNDH. Elle s'inscrit dans la logique des efforts du gouvernement en vue de la cohésion nationale et du renforcement de la paix sociale au Togo.

Ce qui est à redouter, c'est le remplacement de l'actuel DG de la gendarmerie en partance pour une mission à l'étranger, par le Colonel Massina. Et si tel est le cas, ce serait une grande erreur qui saperait la politique de réconciliation nationale du président Faure Gnassigbé.

Dans le dossier des cas de torture à l'ANR qui a longuement défrayé la chronique au Togo et à l'étranger, l'image du colonel Massina à été tellement affectée que cet officier ne peut plus assurer un poste de responsabilité à l'avenir sans susciter le courroux de la communauté internationale qui, depuis quelque temps, se fait de plus en plus pointilleuse pour ce qui est du respect des droits de l'homme.

Au Togo aussi, le remplacement du DG de la gendarmerie par le Colonel Massina Yotrofei donnera l'impression aux Togolais, qui croient encore aux discours de paix, de justice et de réconciliation nationale du président Faure Gnassingbé, l'impression d'être floués par le pouvoir.

Après avoir été épinglé par la communauté internationale et les institutions de Bretton Wood pour déficit démocratique sous feu Eyadéma, Faure Gnassigbé doit éviter à notre pays, de nouvelles sanctions économiques.

L'éjection du Colonel Massina de l'ANR est intervenue aux lendemains du séjour au Togo, d'une mission de suivi de l'Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT). Au cours de sa mission, la délégation de l'OMCT et ses organisations membres officiant au Togo à savoir, l'ACAT-Togo et le CACIT, ont évalué la mise en œuvre des recommandations formulées aux autorités togolaises par le comité des Nations Unies contre la torture (CAT) en novembre 2012.

Pour nombre d'observateurs, c'est un message fort pour signifier à l'opinion nationale et internationale que rien ne sera plus comme avant au Togo et que de l'impunité, on ne parlera désormais qu'au passé.

Comme le président Faure Gnassingbé, malgré son désir ardent de changement, ne peut pas nettoyer toutes les écuries en un seul jour, on peut s'attendre dans les jours à venir, à la « tombée » de nouvelles têtes. Plus que jamais, le Togo ne peut que se porter mieux.

Après Massina Yotrofei, à qui le tour ?

L. L

Conséquence des législatives:

Le gouvernement Ahoomey Zunu a rendu son tablier

Cela ne fait plus l'ombre d'aucun doute. Après les dernières élections législatives, lesquelles ont permis de mettre en place une nouvelle Assemblée nationale, l'actuel gouvernement, conformément aux dispositions en vigueur, devait rendre son tablier. Et comme beaucoup s'y attendaient, c'est aujourd'hui chose faite. Dans une démission rendue, le mardi 27 août dernier au Chef de l'Etat, le Chef de gouvernement, Arthème Ahoomey -Zunu, a mis fin à ses activités ainsi qu'à celles de tous les membres de son équipe. Il rend ainsi son tablier après une année passée aux affaires.

Lire l'intégralité du communiqué de la presidence

COMMUNIQUE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Le 25 juillet 2013, le Peuple togolais a élu une nouvelle Assemblée Nationale. A l'issue de la proclamation définitive des résultats par la Cour Constitutionnelle, le Premier Ministre Kwesi Séléagodji AHOOMEY-ZUNU vient de remettre ce jour, 27 août 2013, la démission de l'ensemble de son gouvernement au Président de la République.

Le Président de la République qui a accepté cette démission a chargé le Premier Ministre AHOOMEY- ZUNU d'expédier les affaires courantes.

Fait à Lomé, le 27 août 2013
La Présidence de la République

Développement à la Base/ Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements

40 nouveaux groupements financés à hauteur de 50 millions frs cfa

Dans le cadre du PSAEG Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements, 40 nouveaux groupements ont reçu le 23 août dernier, leur chèque de financement à travers une cérémonie présidée par le ministre du développement à la Base Victoire Tomégah Dogbè, assistée du Directeur de la société Togo Telecom.

Victoire Tomégah Dogbè remettant le chèque à un membre de groupement

50 millions de frs cfa, c'est l'enveloppe financière, à travers laquelle, Togotelecom confirme son engagement à soutenir le ministère du Développement à la Base dans la recherche des solutions durables aux problèmes du monde rural. Les 40 groupements agricoles, sélectionnés en fonction de la pertinence et de la crédibilité de leurs projets, se répartissent dans toutes les régions du pays soit 12 dans la région maritime, 11 dans la région des plateaux, 6 dans la région centrale, 5 dans la région de la Kara, et 6 dans les savanes. Ces groupements opèrent dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, des micro-entreprises et de la transformation agricole.

La ministre Victoire Tomégah-Dogbè a remercié le Chef de l'Etat pour son soutien et son engagement personnel à lutter contre la pauvreté, tout comme l'effort de la société Togotelecom qu'elle a salué avant de rappeler aux membres desdits groupements, l'obligation qui leur incombe vis-à-vis de ce projet. *« Vous faites aujourd'hui partie des privilégiés qui ont déjà bénéficié des programmes de mon département. Comme tel, vous avez la responsabilité énorme de faire en sorte que nous ayons des raisons de continuer dans cette dynamique »* a-t-elle exprimé. *« En ayant choisi la voie de l'auto-emploi, a-t-elle poursuivi, vous avez choisi de créer de l'emploi pour vous - mêmes mais également pour vos pairs et autres personnes »*. La société Togotelecom qui octroie ce financement, par la voix de son Directeur Sam Bikassam a exprimé l'objectif poursuivi en s'engageant aux côtés du ministère. *« Les Togolais sont très entreprenants mais c'est les ressources financières qui manquent, c'est pourquoi Togo Telecom s'attèle à participer au développement du pays »*, aussi a-t-il lancé aux groupements bénéficiaires : *« votre réussite sera votre acharnement à honorer notre engagement »*.

Les groupements bénéficiaires, par la voix de leur représentant, ont salué les efforts du ministère et de Togotelecom qui leur permettent de fructifier leurs activités.

L'objectif du PSAEG est de contribuer à l'amélioration des revenus des membres des groupements et à la création d'emplois dans leurs villages à travers la promotion de l'auto-emploi à la base par la formation en gestion et à la promotion de la société coopérative d'une part et, de l'octroi des appuis financiers pour démarrer leur micro-entreprise d'autre part. Les groupements bénéficiaires, par l'entremise des contrats qui les lient au ministère, sont tenus de rembourser 50% du financement sur une période de deux ans.

Isaac Tonyi

AN/Formation des groupes parlementaires

Suspicion autour de l'entente UNIR et CST

Une vue des députés au parlement

Selon le nouveau règlement de la nouvelle Assemblée nationale, notamment en son article 26 alinéa 3, voté et adopté lors de la session tenue le lundi dernier par les 91 nouveaux députés, la formation de tout groupe parlementaire est désormais conditionnée par l'obtention des un dixième de l'ensemble des élus, soient 9 députés.

Et selon les informations à notre possession, les députés du Collectif Sauvons le Togo (CST), à toutes les étapes des travaux, avaient pleinement participé à l'amendement de tous les articles revus par la commission des lois, qui pour approuver, qui pour rejeter. Mais seulement, lors de l'amendement de l'article ayant trait à la formation des groupes parlementaires, les dix neufs (19) députés CST se sont curieusement abstenus au vote. Cette position, vu surtout son caractère ambigu, laisse perplexes nombre d'observateurs, d'autant qu'ils ont toute la latitude de se prononcer clairement sur cet article comme c'était d'ailleurs le cas pour les autres, en votant pour ou contre, et personne ne trouvera à redire. Surtout que cela relève de l'expression vitale de la démocratie.

Ce faisant, les supputations d'une abstention « strategique », nées de cette démarche, n'auraient guère une audience particulière si et seulement si des choses, pour le moins inhabituelles, ne seraient produites lundi dernier à l'hémicycle.

En effet, selon une indiscrétion, avant que l'on ne procède au vote sur cet article, l'on avait remarqué un rapprochement, mieux une sorte de conclave entre les députés Unir et leurs collègues du CST. Qu'est ce qui s'était réellement passé dans les coulisses ? Etait-il question des instructions de vote ? Et si c'était le cas, cela provient alors de qui et contre qui ? Et à quelle fin ? Pour l'instant, nous ne saurons en dire plus. Mais tout ce que nous pouvons affirmer sans risque de nous tromper, c'est que cette entente inhabituelle entre l'Unir et le CST, deux tendances politiques qui passent le plus clair de leur temps à ne s'accorder sur rien, interpelle et fait réfléchir plus d'un.

Nous y reviendrons !

Magloire TEKO

Cina Lawson en mode numérique

Le ministère des Télécommunications, en partenariat avec l'opérateur Togo Cellulaire, va offrir 400 ordinateurs aux universités du pays, aux hôpitaux, à des élèves méritants, à l'Assemblée nationale ou encore à une communauté de jeunes développeurs.

Par ailleurs, Togo Cellulaire financera, via un prestataire extérieur, des cours d'informatique aux entités bénéficiaires. Ce projet représente un investissement de 316 millions de Fcfa, a indiqué Cina Lawson la ministre des Télécommunications.

Source : Republic of Togo

Rapport de l'OTM sur le Monitoring des médias lors des législatives:

Savoir News et Flambeau des Démocrates, «les meilleurs en matière d'équité»

L'Agence Savoir News (la première Agence de presse privée au Togo) et l'hebdomadaire Flambeau des Démocrates «ont été les meilleurs en matière d'équité vis-à-vis des différents candidats» lors des élections législatives du 25 juillet dernier, a affirmé l'Observatoire Togolais des Médias (OTM) dans son rapport sur le monitoring des médias à l'occasion de ce scrutin.

Document de 6 pages, ce rapport a été rendu public mardi au cours d'une rencontre à laquelle ont assisté notamment des responsables d'Associations de journalistes et le vice-président de la Haute Autorité de l'Audiovisuel de la Communication (HAAC) Donko Balogou. Plusieurs journalistes étaient aussi présents.

L'OTM ou tribunal des pairs a indiqué avoir «suivi avec un intérêt particulier les prestations des médias audio-visuels et écrits» durant le processus électoral ayant abouti aux législatives du 25 juillet dernier.

«L'OTM a renforcé son service de monitoring par le suivi permanent et quotidien des différentes parutions en presse écrite, et de l'ensemble des programmes des chaines de radios et de télévisions sur toute l'étendue du territoire national. A cet effet, les trois commissions (presse écrite, radio et télévision) et des points focaux dans 5 régions du pays, notamment Dapaong, Kara, Sokodé, Atakpamé, et Kpalimé ont été sollicités pour la circonstance», souligne le rapport.

Ainsi, l'analyse des données livrées par les commissions et les points focaux ainsi que les recommandations en vue de l'amélioration de la qualité du travail des journalistes lors des futures consultations électorales, constituent l'essentiel de ce rapport.

L'OTM a joué ce rôle de surveillance en se basant sur les règles d'éthique de déontologie contenues notamment dans le code de déontologie des journalistes du Togo (adopté le 05 novembre 1999) et le code auquel tous les journalistes et techniciens de la communication ont souscrit et se sont engagés à observer rigoureusement dans l'exercice de leur profession.

A l'analyse des différentes données, les médias dans leur majorité, «ont fait de leur mieux pour respecter le Code de déontologie des journalistes du Togo» avant et après le scrutin législatif, a souligné l'OTM.

L'Observatoire a également noté quelques «défaillances», épinglant certains organes de presse. «L'après scrutin a été aussi mal géré par certains journaux qui se sont mis à traiter certaines institutions et certains partis ou candidats de tous les maux», affirme le rapport, donnant quelques exemples de titres de journaux.

Mais, «l'analyse sur toute la durée montre que Flambeau des Démocrates et Savoir News ont été les meilleurs en matière d'équité vis-à-vis des différents candidats», s'est réjoui l'OTM.

Le rapport n'a pas manqué de relevé quelques «défaillances» pendant la campagne électorale et le jour du scrutin au niveau de certaines télévisions notamment la Télévision nationale (TvT) et la RTDS.

Plusieurs recommandations ont été faites à l'endroit des journalistes, des organisations de presse, le gouvernement, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI, chargée d'organiser et de superviser les élections), les partis politiques et les candidats.

Pour l'OTM, «seule la mise en application de ces recommandations permettra l'amélioration de la couverture médiatique des processus électoraux à venir».

Rappelons que l'OTM est une instance d'autorégulation et un tribunal des paires, créé en 1999 par les associations nationales de journalistes. Il compte neuf membres dont huit provenant des Organisations professionnelles de presse au plan national et un de la Société Civile :

L'Observatoire a pour objectifs notamment de défendre la liberté de presse, de faire respecter le Code de déontologie des journalistes du Togo et protéger le droit du public à une information libre, complète, honnête et exacte.

Il sanctionne également les violations par les médias des dispositions du code de déontologie des journalistes du Togo, œuvre pour la confraternité entre les journalistes, encourage les journalistes et les organes de presse qui font preuve de professionnalisme et procède au monitoring des journaux et des médias audiovisuels.

Source : savoirnews

Politique togolaise/ Jean Pierre Fabre

Un obstacle pour l'alternance...

Suite de la page 3

Gilchrist lui garantisse qu'il ne sera pas inquiété quand il aura quitté le pouvoir en 2003. Fabre ayant fait échouer la rencontre, le président Eyadema n'a pas eu les garanties souhaitées. Dans ce cas, la seule façon pour lui d'être sûr de ne pas être arrêté et jeté en prison, c'était de s'accrocher au pouvoir. C'est ce qui explique le fait qu'il s'est à nouveau porté candidat en 2003 après avoir fait sauter le verrou de la limitation du mandat.

A l'époque, Gilchrist Olympio s'était déjà rendu compte que l'UFC, malgré le fait qu'elle soit supportée par la majorité des Togolais, ne pouvait pas réaliser l'alternance au Togo. En effet, il était impensable que le président Eyadema, en l'absence de garanties, abandonne le fauteuil présidentiel, fut-il à l'issue d'une défaite électorale, au profit de son ennemi juré ou de son parti. L'ayant ainsi compris, Gilchrist Olympio a cherché à contourner l'obstacle en 2003. Selon une source digne de foi, le leader de l'UFC aurait suggéré à son parti de ne pas présenter de candidat et de soutenir Me Agboyibo. Gilchrist voulait ainsi enlever au président Eyadema tout prétexte pour ne pas accepter l'alternance. Il est important de noter que Me Agboyibo n'a aucun contentieux familial personnel avec Eyadema et par conséquent, n'inspire à ce dernier aucune crainte de règlement de comptes. Il ne fait l'ombre d'aucun doute qu'une candidature de Me Agboyibo soutenue par l'UFC aurait permis de réaliser l'alternance en 2003. Mais d'après la même source, le reste de la direction de l'UFC, à l'instigation de Jean Pierre Fabre a rejeté purement et simplement la sage proposition de Gilchrist Olympio. Ainsi, Jean Pierre Fabre et sa bande d'ultra-radicaux ont manipulé la base du parti pour signer une pétition prenant le contrepied de son président national. C'est donc la mort dans l'âme que Gilchrist Olympio a accepté que l'UFC présente la candidature de feu Bob Akitani. La suite, tout le monde la connaît, Eyadema s'est maintenu au pouvoir malgré sa défaite.

C'est encore Jean Pierre qui a fait échouer le plan de la communauté internationale qui devait consister à imposer à Faure Gnassingbé un gouvernement de partage après la présidentielle sanglante de 2005. Les Togolais se souviennent encore comme si c'était seulement hier que le 26 avril 2005, sous la pression de la CEDEAO, Faure Gnassingbé s'était engagé à Abuja de former un gouvernement de partage avec son opposition. C'était à l'issue d'une rencontre avec Gilchrist Olympio, parrainée par le Président Obasandjo. Mais aussitôt la nouvelle de cette rencontre et l'accord conclu entre Gilchrist et Faure annoncés, Fabre a fait pression sur le leader de l'UFC pour qu'il renonce à son engagement. Selon un proche de Fabre, lorsqu'il a appris cette nouvelle, il s'est écrié : « c'est de la nègrerie ». Par peur d'être lâché par sa base manipulée par Fabre, Gilchrist a déclaré après sur RFI ceci : « **Je n'ai pris ni un engagement oral, ni un engagement écrit** ». Malgré cela, une réunion entre l'opposition et le pouvoir a eu lieu le 25 mai 2005 à Abuja pour trouver les voies et moyens de résoudre la crise politique. Au cours cette rencontre, Faure Gnassingbé a réaffirmé son engagement de partager le pouvoir avec l'opposition. Quand Fabre a su que la communauté internationale a porté son choix sur une personnalité d'un autre parti que l'UFC pour occuper la primature, il a tout fait pour saboter le plan de la communauté internationale. Par ailleurs, en 2006, c'est sur l'impulsion de Fabre que l'UFC a refusé de faire partie du gouvernement d'union nationale, bien qu'elle s'y soit engagée. Conséquence, les réformes préconisées par l'APG n'ont pas pu être opérées, faute de consensus. C'est d'ailleurs l'UFC qui a été le premier parti à violer l'Accord Politique Global.

Avant 2006, Eyadema décède en février 2005 sans avoir fait la paix avec Gilchrist Olympio. Dans ces circonstances, le contentieux entre les Gnassingbé et les Olympio persistait. Gilchrist était conscient de ce fait qui allait continuer par hypothéquer l'alternance dans le pays. C'est pourquoi une fois encore en 2010, il a cherché à contourner l'obstacle en demandant à Fabre de ne pas se porter candidat à la présidentielle et d'amener l'UFC à soutenir la candidature de Me Agboyibo. C'était au cours d'une rencontre entre les trois hommes dans le salon de Gilchrist Olympio à Paris. C'est Me Agboyibo qui a rendu publique cette information au cours d'une conférence à Lomé. Il n'a jamais été démenti ni par Gilchrist, ni par Fabre. Ici aussi, Fabre s'est opposé au plan de Gilchrist pour aller à l'alternance. Pour tous ces faits révélés nous disons et croyons dur comme fer que Fabre est un obstacle pour l'alternance.

F. D

Prise de la pierre sacrée à Glidji

Le message de la pierre «décolorée» attendu ce matin

Le peuple Guin se plie aujourd'hui à la coutume, la 351ème édition de la prise de la pierre sacrée qui consacre la fête Epé-Ekpé. C'est dans une atmosphère déteinte et apaisée que l'une des vieilles traditions togolaises s'adonne à ce rituel et ce, après les tractations ayant menées au règlement du litige entre les prêtres vaudou l'année dernière, litige qui a jeté du discrédit sur le caractère sacré de l'événement qui réunit chaque année fils et filles du terroir. La pierre sacrée portera-t-elle la même couleur comme c'est le cas depuis près d'une décennie ? Qu'en sera-t-il du message ? Tronqué de nouveau ? Bipolaire ?c'est autant d'interrogations qui découlent de la triste réalité depuis que les prêtres vaudou ont cédé aux largesses des politiques qui ont pris en otage une tradition sacrée. L'argent et le sexe ont ainsi pris le pas dans les couvents sur les rituels. Bref, la tradition est transformée en fonds de commerce, et la cérémonie de la prise de la pierre est simplement devenue une mise en scène. Ceci est malheureusement le constat d'une culture qui a perdu de sa verve et dépouillée de sa quintessence. Le peuple Guin a fini par déroger à cette phrase si chère à Hericot *« La culture c'est ce qui reste lorsqu'on a tout oublié »*.

Si véritable message, il doit y en avoir pour sauvegarder la tradition du peuple Guin, sans nul doute qu'il demanderait aux garants des Us et coutumes de s'affranchir des considérations politiques et pécuniaires en marchant forcément sur la trace laissée par les anciens. C'est à n'en point douter, au regard de la situation, la seule prévision du chiffre 351.

Isaac Tonyi

En vue des prochaines échéances électorales

La section Unir USA se mobilise

Très active sur le terrain lors de la campagne électorale des législatives, la diaspora togolaise aux USA, par le biais de son président qui est à la tête d'une forte délégation, a remis symboliquement au parti Unir à son siège le lundi dernier, un lot de ballons afin de soutenir la politique de l'épanouissement de la jeunesse entreprise par le Chef de l'Etat.

« Nous avons tenu à mettre ce matériel pour prouver à nos confrères aux USA que nous maintenons la mobilisation sur le terrain en vue des échéances futures à savoir les Locales et les Présidentielles », c'est en ces termes que le président de la section Unir aux Etats –Unis, El -Hadj Abdou Mouhaiminou Babadogo Bâ-Traoré a tenu à expliquer ce soutien inconditionnel des militants du parti Unir aux USA. La forte délégation arrivée à Lomé, a pris une part active à la campagne électorale des Législatives dans plusieurs localités du pays, que ce soit à Lomé, Doufelgou, Bassar, Sokodé, Mango, la section Unir USA a joué un rôle important dans l'organisation des différents tournois de Football en distribuant des ballons aux équipes. Ce geste, explique le président, résulte de l'engagement des nombreux militants Unir aux USA d'accompagner le jeune parti pour son émancipation. Ainsi, pour ce dernier, la victoire à ces législatives n'est que le corollaire des différents actes posés par le Chef de l'Etat et qui confortent la diaspora togolaise aux USA dans sa position. *« Cette victoire nous réconforte à continuer nos actions pour soutenir le parti Unir »*, a-t-il poursuivi avant de renchérir que le geste n'est pas isolé *« Nous ne nous arrêterons pas sur cette action, la diaspora compte poursuivre ses œuvres dans d'autres domaines pour soutenir la politique de développement entreprise par le Président de la République »* a-t-il conclu.

Isaac Tonyi

FLAMBEAU des Démocrates

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC
Siège social : Bd du 13 Janvier, Nyékonakpoè
06 BP. 60364 Lomé e-mail : flambeaudesdemocrates@yahoo.fr
Maison de la Presse Casier N°72

Directeur Général chargé de la Publication
Loic LAWSON
(90 34 63 25)
Rédaction
Del Jo. A.(90 20 36 51)
Edgar K. DJISSENOU
K. Isidore
Magloire TEKO
Hussein Moalimou
Stagiaires
KOMBATE LARE Yendoutampo
LAWSON Boèvi Mawuéna Joseph
PAO
Geodecom (22 36 32 30 / 99 54 84 55)
Imprimerie : St Laurent
Tirage : 3000 exemplaires